

**Maroua**

## Les cimetières bradés aux plus offrants

P. 3

# L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1142 du vendredi 2 novembre 2018

**EXTRÊME-NORD/NORD**

# Le choléra nargue le plan de riposte du gouvernement

P. 6



## «Mon engagement est républicain»

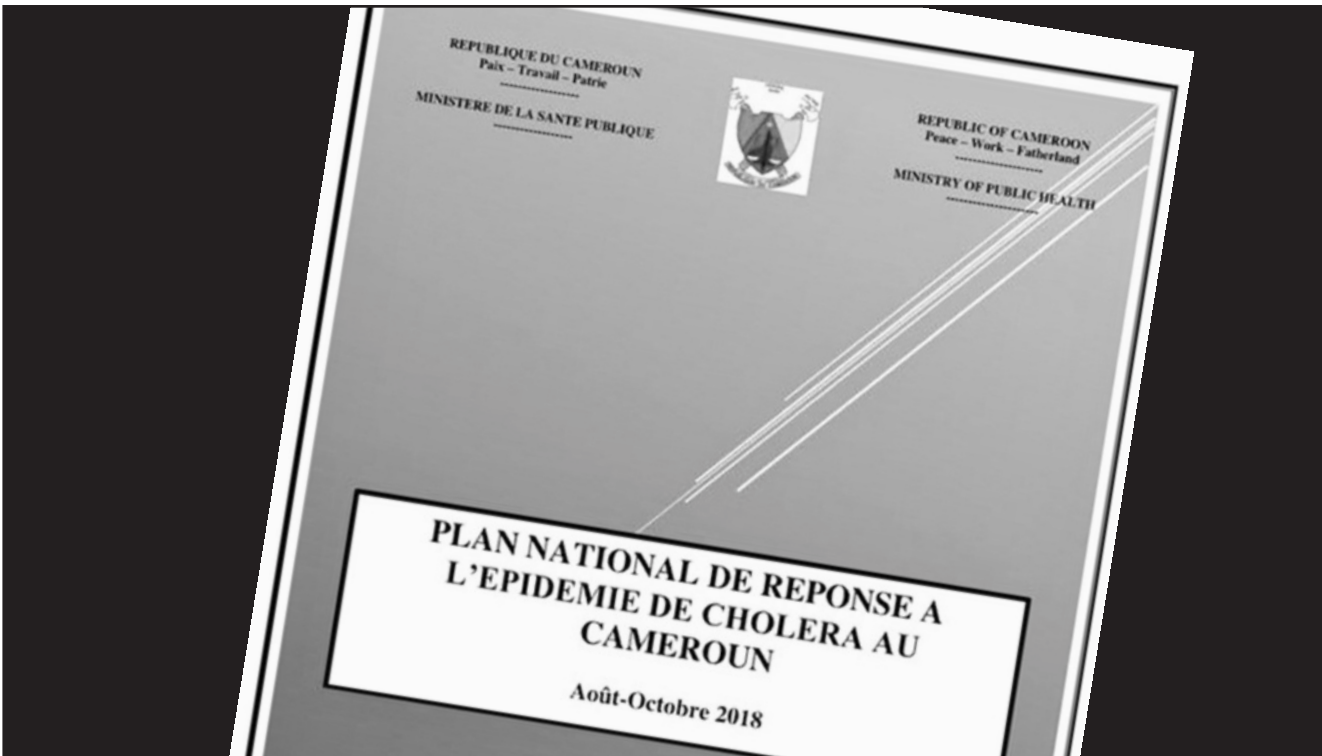
Lire l'interview d'Alhadji Mohamadou Abbo Ousmanou, Patriarche et industriel. P. 4



**Adamaoua**

## Le commerce juteux des produits naturels transformés

P. 7



**Extrême-Nord**

## 34,78% de taux d'exécution physique du Bip

P. 3

**Garoua**

## Les belles de nuit en embuscade

P. 9



**Demsa**

## La fête du trône célébrée dans la ferveur à Gashiga

P. 5



**CIMENTERIES DU CAMEROUN**

## **VENTE DE PIECES DETACHEES ET EQUIPEMENTS A CIMENCAM**

Dans une démarche d'amélioration de la performance opérationnelle et financière, CIMENCAM cède son surstock de pièces détachées et équipements d'origine non utilisés à des tarifs préférentiels.

A cet effet, la société EFFICIENCE CONSULTING SARL a été mandatée pour l'accompagner, négocier et faciliter la cession des pièces détachées et équipements concernés.

Contacts EFFICIENCE CONSULTING SARL :

- **M. Samuel NGAMBE Tél : 682 678 778**  
Email : [efficienconsulting@gmail.com](mailto:efficienconsulting@gmail.com)

### Typologie des pièces détachées et équipements

LOTS	FAMILLE	TYPES
1	Matériel électrique	Matériels électriques
		Moteur électrique
		Armoire électrique
2	Articles pour engins	Caterpillar
		Véhicules
		Grue
		Chariot élévateur à fourches
		Karcher
		Bobcat
		Excavator
		Matériel forage
3	Matériel d'atelier	Matériel mécanique
		Outillage
		Manutention
4	Equipement industriel	Compresseur
		Suppresseur
		Groupe électrogène
		Moteur thermique
5	Matériels divers	Matériel laboratoire
		Boulons
		Equipements de protection individuelle (EPI)
		Lubrifiants
		SKF : Roulements et paliers
		Matériel d'atelier/mécanique
		Ferraille
Plomberie		

Le showroom de présentation de ces pièces détachées et engins est situé à l'usine Cimencam de Douala-Bonabéri.

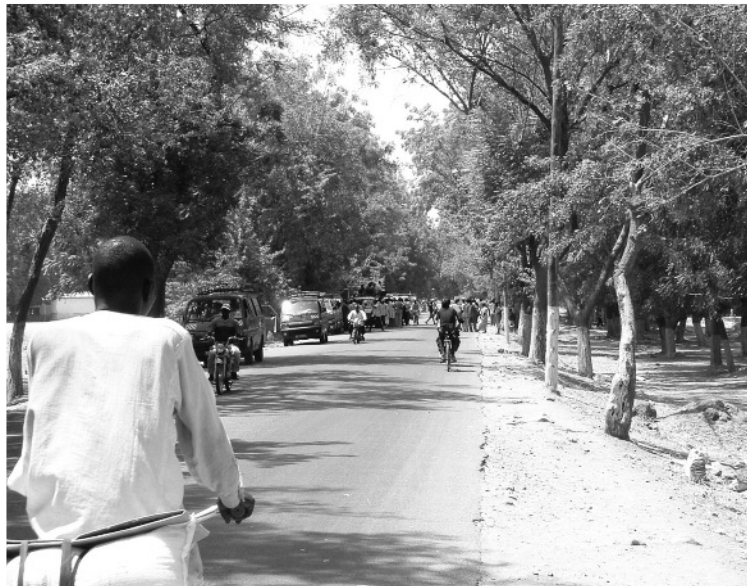


**MAROUA.** Les familles ne savent plus où enterrer leurs morts.

# Les cimetières bradés aux plus offrants

Par David Wenai

A Maroua, les cimetières n'existent plus que de nom. C'est que dans le chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord qui ne fait s'agrandir, une bonne partie des cimetières a été bradée aux plus offrants. Une situation critique qui selon les populations est l'œuvre des magistrats municipaux qui n'accordent aucun crédit aux lieux du repos éternel des âmes. Non sans pointer du doigt les immeubles qui poussent de jour en jour dans les cimetières où des creuseurs de sable n'ont même plus peur d'exploiter les rivières qui s'y trouvent. «C'est une très bonne démarche de votre part puisqu'il revient aux collectivités de créer les cimetières. Et moi quand j'ai constaté cette carence, j'ai introduit des demandes de mise à disposition du terrain auprès de monsieur le préfet et jusqu'aujourd'hui, je n'ai pas eu une suite favorable de l'autorité administrative. C'est un constat qui s'est dégagé de la non utilisation des cimetières que vous venez de citer. Comme c'est une de nos missions régaliennes, je vais encore rappeler à l'autorité administrative puisque le besoin est urgent. Car le constat que vous faites, c'est un constat très alarmant. Avec les conditions de nos routes, les gens préfèrent circuler dans les cimetières. Surtout les camions qui transportent du sable passent dans les cimetières. Et aussi, les gens construisent des maisons d'habitations dans les cimetières. Les hommes d'affaires comme Issa Balarabé et autres ont envahis tous ses espaces sacrés. Vraiment C'est un problème très sérieux dans cette ville. Je voudrais dire aux popula-



Une rue de Maroua.

tions d'être civiques, elles doivent savoir que les cimetières, c'est la dernière demeure de tout un chacun. Elles doivent donc respecter ses lieux ainsi donc, qu'ensemble, nous réfléchissons pour trouver une solution à la localisation des sites qui seraient facilement accessibles et pas aussi très dure pour éviter que les gens passent des heures pour creuser une fosse. Nous avons repéré quelques sites mais vous savez que l'espace est devenu plus sucré. Mais, nous avons quelques choix du côté de Makabaye, de Ngassa, de Zokok ladéo et du côté de Palar. Ce sont des zones périphériques de la ville sinon, en ville, il n'y'a plus d'espace pour les morts» explique Hamadou Hamidou, maire de la commune de Maroua 1er

En tout cas, dans la ville de

autorités administratives et municipales de cette ville. Personne n'ose penser qu'il fallait chercher un autre site pour servir de cadre à inhumation des morts du moment où ces mêmes gens ont bradé aux plus offrants les cimetières. Au cimetière de Doursoungo, les chrétiens et musulmans bagarrent autour d'un petit espace pour enterrer leur mort. Au comice, c'est plus grave puisque l'érosion prend sa part de la parcelle et les cadavres se retrouvent dans l'eau et prennent une direction inconnue. A Makabaye, les populations étaient dans l'obligation d'enterrer leurs cadavres en montagne. Et là aussi, l'accès est très difficile et l'endroit est caillouteux. A Zokok ladéo, le lycée d'Ouro-Tchédi occupe entièrement le cimetière. Au vu de tout ce qui précède, nous n'avons que nous yeux pour verser de larme» explique le nommé Moussa Djouro Ahmadou.

Or, dans le grand Nord en général, les lieux d'inhumation sont sacrés et méritent d'être bien aménagés ceci dans le but de ne pas livrer les corps aux animaux prédateurs de cadavres tels que les porcs, les chiens, les charognards etc...les musulmans comme des chrétiens protègent bien leurs défunts en creusant profondément des fosses mais hélas.

«C'est un problème qui nous tient à la gorge, puisque depuis longtemps, dans cette ville, seul le cimetière de Maroua 1er que les gens utilisaient. Après un certain temps, les populations se sont déportées dans l'arrondissement de Maroua 3eme ou le site a été divisé en deux c'est-à-dire un pour les chrétiens et l'autre pour les musulmans. Mais malheureusement, tout

est déjà plein et les gens y habitent proche des cimetières. Dans les quartiers reculés, c'est chacun qui utilise son champ pour l'inhumation. Mais en toute honnêteté, nous n'avons pas pu s'approcher de monsieur le préfet pour en créer puisque la ville est en train de grandir. Il est indispensable que chaque commune ait un cimetière en bonne et due forme. Dans les jours à venir, ma commune va s'approcher de la tutelle pour solliciter un endroit afin d'inhumer dignement nos cadavres», explique Yerima Abdoulaye Bouba, maire de Maroua 2eme.

Le préfet du Diamaré a une autre position. Puisque parmi les délibérations des communes qui se trouvent sur sa tabl, figurent aussi les délibérations pour entretenir des cimetières. Aussi Samuel Christian Ernest Ebellé, c'est surprenant qu'elles réclament un nouveau site alors qu'elles décaissent d'énormes moyens pour entretenir les cimetières. Visiblement, le chef de terre ignore avoir reçu une quelconque demande.

«Je vous renvoie vers les maires pour qu'ils vous donnent une copie de leur demande sollicitant un site devant servir du cimetière. Et je souhaite que vous faite aussi un tour dans les cimetières existants pour voir un peu le degré d'entretien avant de revenir pour qu'on en parle d'un nouveau site. J'ai devant moi, les délibérations des communes qui ressortent l'entretien des cimetières. En ce moment on saura à qui la faute. Il ne suffit pas de chanter que nous avons saisi la tutelle de bouche, qu'ils vous donnent une copie de demande» croit savoir le préfet du département du Diamaré. ■

**EXTRÊME-NORD.** Les acteurs de la chaîne d'exécution des projets y relatifs s'en inquiètent.

# Seulement 34,78% de taux d'exécution physique du Bip

Par Jean Areguema

A moins de deux mois de la fin de l'exercice budgétaire 2018, l'exécution des projets du budget d'investissement public (Bip) piétine encore. Comme les années antérieures, la région de l'Extrême-Nord peine à consommer les crédits alloués par les pouvoirs publics pour la réalisation des projets de développement à fort impact sur les conditions de vie des populations. Réunis le 30 octobre dernier pour la troisième session, les membres du sous-comité technique régional du suivi d'exécution physico financière du Bip ont passé en revue l'état d'exécution des projets. Des différents rapports présentés par les délégués départementaux du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et le délégué régional des Marchés publics, il est ressorti que plusieurs goulots d'étranglement plombent l'exécution du Bip. Si en ce qui concerne la passation des marchés, le taux est satisfaisant, soit 95%, l'exécution physique des projets quant à elle n'est que de 34,78% et moins de 10% pour l'exécution financière. Les principales raisons du faible taux d'exécution du Bip relevées par le sous-comité technique, sont entre autres, la faible capacité financière des entreprises, la lenteur dans le circuit du paiement de leurs décomptes, la forte pluviométrie qui a entraîné la suspension de certains travaux et la difficulté

suivi des marchés attribués aux entreprises au niveau des services centraux des ministères. Ce dernier goulot d'étranglement concerne entre autres le projet de construction des logements sociaux, le projet de construction du centre hospitalier de référence de Maroua et les travaux de la voirie urbaine de la cité capitale de l'Extrême-Nord. Selon le délégué régional des Marchés publics, Olivier Jean Mevoung Mevoung, «le retard dans l'exécution de ces grands projets plombe les efforts fournis concernant les autres projets du Bip. La difficulté avec ces projets est que leur suivi ne se fait pas au niveau local». A ces problèmes se greffent d'autres et non des moindres. Le manque de communication entre les différents services de la chaîne d'exécution des projets de forage, la sous-consommation des bons de commande administratifs et la faible remontée des données budgétaires par les receveurs municipaux. «Les mêmes problèmes reviennent chaque année. Comme je le dis toujours, le vrai problème de l'exécution du budget d'investissement public dans la région de l'Extrême-Nord est le manque de surface financière des entreprises. Ces dernières ne disposent pas des moyens financiers propres pour financer leurs marchés. A cette difficulté s'ajoute le manque d'accompagnement des banques. Si une entreprise n'a pas l'argent, logiquement et forcément, elle ne pourra pas réaliser son marché. Je pense

aussi que le circuit du paiement des décomptes est long», souligne le délégué régional des marchés publics.

A l'issue des travaux du sous-comité technique régional du suivi de l'exécution physico financière du Bip, quelques recommandations ont été formulées : l'accélération du traitement des décomptes introduits par les entreprises, l'implica-

tion active des acteurs intervenant dans la chaîne d'exécution du Bip afin de rehausser le faible taux d'exécution physique qui est de 34,78% et de moins de 10% pour le taux de l'exécution financière. Il a été également appelé aux services déconcentrés du ministère de l'eau et de l'énergie de mettre la note de service relative à l'autorisation de la reprise des travaux des projets de

forages à la disposition des délégués départementaux du Minepat et des maîtres d'ouvrage. Malgré ces recommandations, les acteurs de la chaîne d'exécution du Bip s'inquiètent de ne pas pouvoir atteindre 60% de taux d'exécution physique à la fin de l'exercice budgétaire dans deux mois. On se rappelle que le taux en 2017 n'était que de 63,38%. ■

## NÉCROLOGIE. Le député du Mayo-Tsanaga a été retrouvé mort dans sa chambre. Ali Dougouf range son écharpe de parlementaire

Par David Wenai

L'honorable Ali Dougouf, député de la circonscription électorale du Mayo-Tsanaga n'est plus. Il s'est éteint dans sa résidence de Guider dans le Nord dans des circonstances encore non élucidées. De sources proches de la famille, c'est son garçon de maison alors qu'il se rendait dans sa chambre dans le but de lui signaler que le petit déjeuner était prêt qui a constaté que le député ne respirait plus. Le député originaire du village Zouvoul sis dans le Mayo-Tsanaga mais très proche du chef-lieu du Mayo-Louti se rapprochait ainsi de Garoua où il devait prendre un avion le 31 octobre 2018 pour assister à la session du plein droit du 3 novembre 2018 à l'Assemblée nationale à Yaoundé. En attendant que l'enquête détermine les causes exactes de son décès, il était notoi-



rement connu qu'Ali Dougouf était diabétique. En tout cas, son décès est le troisième qui frappe les députés de la circonscription électorale

du Mayo-Tsanaga depuis le début de la législature en cours. Car, Le 30 mars 2016, Elias Gondji mourait dans des conditions similaires. Quelques mois plus tard, le 14 août 2016, le député Viché Taga de la circonscription électorale du Mayo-Moskoto à Mozogo passait l'arme à gauche à l'hôpital de Mesquine dans le Diamaré à Maroua.

Ali Dougouf Djonkio qui fut longtemps directeur des affaires générales du ministère des Postes et Télécommunications sera inhumé conformément au strict respect de la tradition musulmane ce soir à Zouvoul son village natal situé dans l'arrondissement de Hina. Après le décès de ce dernier, les charlatans avancent déjà les thèses les plus saugrenues selon lesquelles qu'avant les échéances de 2019, le département risquerait perdre un quatrième parlementaire. Allez savoir. ■



**ALHADJI MOHAMADOU ABBO OUSMANOU, Patriarche et industriel.****«Mon engagement est républicain»****Interview réalisée par Issa Batan****Quelles sont vos impressions après la brillante victoire du candidat de votre parti le Rdpc à la présidentielle du 7 octobre dernier ?**

C'est le sentiment d'un homme heureux du travail bien fait par les militants les camarades du parti sur le terrain. Nous avons travaillé et mobilisé nos militants et nos alliés pour parvenir à cette belle victoire qui est celle du peuple Camerounais. Il faut rappeler que c'est l'Adamaoua la fille aînée du renouveau qui a appelé le président Biya à être candidat à la présidentielle. Il nous a fait l'honneur en disant oui et nous nous sommes mobilisés pour sa victoire. L'Adamaoua a prouvé qu'elle est loyale et digne de confiance. C'est une victoire commune. C'est la victoire de tous. Je félicite le peuple camerounais pour cette grande leçon de démocratie.

**Quelles appréciations faites-vous du processus électoral dans notre pays ?**

Il faut reconnaître les avancées démocratiques dans notre pays. Nous avons un modèle que moi j'appellerai le modèle camerounais. Election sans violence, dans la paix et le calme. C'est notre modèle démocratique. Il n'y a pas eu de violence, il n'y a pas eu de troubles avant, pendant et après les élections. C'est la preuve que nous sommes déjà mûrs en politique. Cette victoire et ce modèle est à mettre à l'actif du peuple Camerounais. Je suis fier d'être camerounais. Je peux passer toute la journée ici à parler de la paix et de l'unité nationale. Je vous dirai que j'ai préservé et soyons jaloux de notre paix. Parce que ce pays est notre richesse. Nous l'avons hérité de nos aînés qui nous l'ont légué en paix. Aux générations futures, transmettons à notre tour un pays en paix et uni dans sa diversité. C'est l'héritage de nos aînés et nous devons avoir à l'esprit que nous sommes un peuple de paix et uni par Dieu.

**Vous êtes connu comme un militant engagé et surtout un dirigeant du Rdpc au Cameroun. Que recherchez-vous à travers votre engagement dans ce parti et surtout auprès du président Biya qui selon vos camarades a beaucoup d'estime pour vous ?**

Mon engagement est républicain, tout ce que je souhaite c'est la paix dans notre pays bien-aimé, le Cameroun. J'ai été témoin de la guerre qui s'est déclenchée entre Goukouni Oueddeï et Hissein Habré au Tchad et ainsi qu'au Nigeria. J'étais dans la ville de Mubi lorsque la guerre du Biafra entre les Ibo et les Foulani-Haoussa du Nord a commencé. Il y a eu plusieurs innocents qui sont morts, je dirai pour rien. Ils ont fini par conclure la paix après d'énormes pertes en vies humaines et matériels. Voilà pourquoi je ne souhaite pas que cela arrive dans notre beau pays. J'implore tous les camerounais à faire de la paix leur priorité. L'histoire démontre qu'il est facile de commen-



cer une guerre, sans savoir quand celle-ci prendra fin. Même Hitler a regretté d'avoir déclenché la guerre pour son pays. Je souhaite que chaque Camerounais cultive la paix et l'unité nationale. Ma récompense c'est la paix, parlant de mon engagement auprès du président Biya qui est un homme de paix.

Je suis un militant de longue date, je veux dire de la première heure du Rdpc. J'ai commencé par le parti Apsen avant l'indépendance de notre pays. Puis j'ai milité pour l'Uc ensuite l'Unc et aujourd'hui je suis au Rdpc. C'est dans ce parti que je risque de finir ma vie. C'est une partie de moi, le Rdpc.

C'est pourquoi je demande à mes frères et sœurs camerounais où qu'ils se trouvent, qu'ils doivent tou-

jours œuvrer pour la paix dans notre pays. Lorsque nous avons la paix nous pouvons faire tout ce que nous voulons. Dieu, notre créateur a fait de nous des camerounais. Il a créé le Cameroun, le Tchad, le Nigeria, la France et bien d'autres pays. Il a voulu que nous soyons Camerounais. Dans le saint coran, Dieu a dit qu'il ne change pas l'homme puisqu'il lui a donné l'intelligence. Cette intelligence, utilisons-la pour la paix dans notre pays. La paix éternelle pour notre pays je le répète encore et encore. Je suis un apôtre de la paix ; il ne faut pas l'oublier.

**Vous militez dans le Rdpc pourquoi ? Etes-vous à la recherche d'un marché public ou****d'un poste de responsabilité ?**

(Rires). Je n'ai pas été à l'école. Moi, je suis un militant de la paix dans notre pays. Qu'est-ce que je ferai d'un poste de responsabilité ? Ou d'un marché ou toute autre chose ? Non ! Je suis militant par conviction et pour la paix, je vous assure. Qui touche à la paix me touche. C'est ma récompense.

**Vous êtes l'un des initiateurs de la tripartite dans les années dites de braise dans notre pays. C'était en 1991. Pouvez-vous nous raconter un peu cette page de notre histoire ?**

Bien-sûr. C'était lors des années dites de l'apprentissage de la démocratie dans notre pays. Nous sommes en 1991 l'ère de l'ouverture démocratique et du multipartisme dans notre pays. Tout est parti du meurtre d'un policier dans notre belle ville Ngaoundéré. J'ai voulu que notre pays ne vive pas ce qui s'est passé au Tchad ou au Nigeria. J'ai alors pris sur moi d'entrer en contact avec Sadou Hayatou, le Premier ministre de l'époque. Je l'ai conseillé d'organiser une rencontre avec les leaders de l'opposition dans notre pays. Il m'a écouté et a pris attache avec les responsables des différents partis politiques. Il a alors organisé une rencontre avec eux. Tous étaient présents. Ils ont par la suite claqué la porte des négociations. Le Premier ministre m'a rappelé alors que j'étais en séjour en France. Monsieur Sadou Hayatou me rappelait que mon idée a échoué et que les leaders des partis politiques ont claqué la porte. Je suis rentré précipitamment de mon séjour par vol Camair. J'ai immédiatement fait appel à un vieil ami. Alhadji Tanko Hassan de regretté mémoire. J'ai demandé à rencontrer tous, les opposants dans un hôtel de Yaoundé. Nous nous sommes réunis grâce au soutien de Tanko Hassan. Je leur ai demandé que je voulais juste qu'ils m'expliquent, c'est quoi «claquer la porte» ? Parce que, je suis un petit commerçant illettré. Mon souhait était de savoir pourquoi ils refusaient de discuter avec le gouvernement. Il s'agissait d'une rencontre et ils devaient écouter ce que le gouverne-

ment avait à dire. Je leur ai expliqué pourquoi ils devraient s'entendre avec le gouvernement pour le bien de notre pays. Qui gouverneraient-ils s'il y avait des troubles dans notre pays ? Je leur ai fait savoir que j'étais chauffeur et commerçant et que je peux mener mon activité dans n'importe quel pays, par contre eux ils sont obligés de faire la politique uniquement au Cameroun. Et ils sont appelés à diriger ce pays et les Camerounais. Est-ce dans un pays en trouble ou en guerre qu'ils vont diriger ? Voici des questions que j'ai posées aux leaders de l'opposition qui ont accepté la rencontre avec moi. Tous ont écouté et étaient du même avis que moi. Par contre monsieur Fru Ndi n'a pas accepté venir à la rencontre. Il m'a proposé de venir le rencontrer à Bamenda, ce que j'ai refusé. Je suis un partisan du consensus et de la paix. Voilà comment avec la tripartite, nous avons sauvé la paix dans ce pays. Notre pays compte plusieurs ethnies et c'est Dieu qui l'a voulu ainsi. Le Tout-puissant a voulu que nous vivions ensemble dans la paix et l'unité nationale. Comme notre créateur a dit dans sa parole : Il ne change pas l'homme parce qu'il a donné à l'homme la faculté et l'intelligence de vouloir ce qui est bien pour lui. Vivons ensemble et évitons le mal. Gardons notre pays uni et dans la paix. Sinon nous serons responsables devant Dieu.

**Quel est votre mot de fin à l'endroit des Camerounais ?**

La paix n'a pas de prix. L'unité nationale n'a pas de prix. Restons et vivons ensemble dans la paix. Nous sommes des esclaves de la paix. Entre la violence ou la paix, le choix est vite fait pour moi et je sais aussi pour l'ensemble des camerounais. Tout ce que nous faisons, n'oublions pas que nous rendrons compte à Dieu, notre créateur et nous le récolterons les fruits de nos actions. Que ça soit un petit grain de bien ou un petit grain de mal, nous le retrouverons. Faisons du bien puisque nous avons l'intelligence de le faire. Que Dieu tout-puissant bénisse notre beau pays, ainsi que nos dirigeants. ■





**DEMSA.** Le lamido fêtait sa sixième année de règne.

# La fête du trône célébrée dans la ferveur à Gashiga



L'arrivée du lamido.

**Par Ebah Essongue Shabba**

La population de l'arrondissement de Demsa dans son ensemble a célébré du 26 au 27 octobre 2018 le 6ème anniversaire de l'accession de sa majesté Aboubakar Moustapha au trône de ses glorieux ancêtres. En effet, à la mort de son père sa majesté El Hadj Moustapha Moussa le 07 juillet 2012 des suites de maladie, son fils Aboubakar Moustapha devenait le onzième souverain du lamidat de Demsa le 06 octobre 2012. Jeune roi à l'époque de son intronisation, sa majesté Aboubakar Moustapha va pourtant suivre les traces de son père en œuvrant avec sagesse et perspicacité pour l'unité et la stabilité du son royaume, tout en construisant un lamidat moderne et prospère qui respecte ses traditions et son identité. Et six ans après son accession au trône, Aboubakar Moustapha dont le règne est jalonné d'avancées remarquables dans différents domaines, continue d'inspirer la marche de Demsa vers le progrès et le développement tout en déployant des efforts inlassables pour le bonheur de ses populations.

Et pour célébrer le sixième

anniversaire de l'intronisation de roi, tout le lamidat s'est paré de ses plus belles couleurs dans le cadre de l'évènement baptisé «la fête du trône». Evènement culturel et touristique, il s'agissait d'un moment de symbiose durant lequel fils et filles du lamidat de Demsa ont célébré avec ferveur les liens unissant le peuple à son roi tout le présentant aux nombreux invités le potentiel culturel et touristique du lamidat. Une belle occasion en quelque sorte pour les visiteurs de découvrir le Lamidat de Demsa qui est réputé à travers le monde entier pour sa belle fantasia, son musée du cheval ouvert dans l'enceinte du palais royal et l'écurie royal de Demsa composée d'une centaine de chevaux parmi lesquels le célèbre champion à la retraite Beau Gosse.

L'évènement a débuté le vendredi 26 octobre par une prière en faveur de la paix, à la mosquée du palais royal lors de la traditionnelle prière du vendredi en présence de Sa Majesté Aboubakar Moustapha. Ensemble, les fidèles ont prié pour une paix durable à Demsa afin que ce lamidat, terre d'accueil et d'hospitalité demeure un havre de paix pour tous ses habitants. Dans son sermon, le

grand imam Sali Bah Dewa, qui a dirigé la prière a imploré Dieu afin qu'il sème la paix dans le cœur de tous les Camerounais, qu'il éloigne tous les ennemis du Cameroun et qu'il assiste le lamido de Demsa qui «*porte sur ses épaules toute la charge des populations sur tous les plans depuis six années déjà*». L'évènement s'est poursuivi le samedi 27 octobre par trois moments forts. Après la marche sportive qui s'est déroulée dans les principales artères de la ville de Gashiga, les populations ont par la suite été conviées à la grande matinée culturelle organisée dans la cour du lamidat.

Intronisation de notables, concours du plus beau cheval, défilé des notables et danses traditionnelles étaient au menu de cette activité très courue et qui a d'ailleurs cristallisé toutes les attentions de 10h à 13 heures.

Le point d'orgue de cette sixième édition de la fête du trône a été sans aucun doute la cérémonie de clôture présidée par le gouverneur de la région du Nord, Jean Abate Edi'i, au stade hippodrome de Gashiga, et en présence d'un parterre d'invités du Cameroun, du Nigeria, du Tchad. Ici, le public a eu droit à une course hippique regroupant les chevaux des meilleures écu-

ries de la région du Nord et qui comptait quatre épreuves notamment sur des distances de 1000m, 1200m, 1400m et 1600m. L'évènement a également été rehaussé grâce aux prestations très remarquées des groupes de danse traditionnelle Fali, Bata, Toupouri et Voulma Tchévi qui ont tous séduit le public venu nombreux. En attendant la prochaine fête du trône, l'initiateur sa majesté Aboubakar Moustapha se félicite du succès de cette édition 2018 et promet d'offrir pareilles réjouissances aux visiteurs lors de la prochaine coupe d'Afrique des nations. ■

## RÉACTIONS

**Jean Abaté Edi'i, gouverneur de la région du Nord.**  
«Cet évènement est un lien culturel important entre le lamido et ses populations»

J'ai assisté à une très belle fête du trône, un évènement grandiose qui demeure un lien culturel important entre le lamido et ses populations et est également une occasion pour la perpétuation d'une culture qui fait la carte d'identité de la région du Nord. Cet évènement est d'une très grande importance parce qu'il nous prépare déjà à la grande fête sportive

que nous attendons ici au Cameroun l'année prochaine, la coupe d'Afrique des nations. Et le lamidat de Demsa aura un rôle important à jouer en attirant notamment ici tous les visiteurs qui pourront passer d'agréables moments à travers diverses activités qui au final permettront d'affirmer la valeur culturelle de la région du Nord. ■



**Aboubakar Moustapha, lamido de Demsa.**  
«Le lamidat de Demsa sera une destination touristique phare lors de la CAN 2019»

C'est un sentiment de joie et de satisfaction que j'éprouve à l'issue de cette fête du trône qui a pu réunir ici à Gashiga tous nos frères voisins du Tchad et du Nigeria. Le lamidat de Demsa est un creuset de paix, un creuset du vivre ensemble et cette fête était l'occasion pour nous de le réaffirmer. Et pour le prouver nous avons invité des groupes de danse Fali, Bata, Voulma Tchévi ou encore Toupouri qui ont donné une autre coloration à cet évènement rehaussé par la présence



du gouverneur de la région du Nord lors de la cérémonie de

clôture. Mais à côté des réjouissances, nous avons également priés pour la paix et l'unité de notre beau pays le Cameroun. En vérité, cet évènement était un galop d'essai pour notre lamidat qui dispose d'énormes atouts culturels et touristique que nous comptons davantage valoriser notamment en prélude à la coupe d'Afrique des nations 2019. Et notre lamidat mettra tout en œuvre pour être une destination phare pour les nombreux visiteurs qui fouleront le sol camerounais. ■

**NGAOUNDÉRI.** Les initiateurs ambitionnent de récompenser les meilleurs acteurs culturels du Grand-Nord.

# Les Garaya d'or se préparent

**Par Ebah Essongue Shabba**

Désormais les acteurs culturels du Grand-Nord peuvent compter désormais sur les Garaya d'or, la soirée de récompense des acteurs culturels du sahel dont la première édition qui se prépare activement du côté de Ngaoundéré aura lieu le 22 décembre 2018. «Il s'agit d'une initiative culturelle qui met en exergue l'art et la culture du Septentrion à travers notamment les disciplines telles que la

musique, l'humour, la comédie la poésie, la mode ou encore le cinéma. Il sera question de récompenser les meilleurs acteurs culturels du Septentrion au cours d'une soirée», explique Abakar Manager l'initiateur de ce projet. Celui avoue que l'idée lui venue à suite d'un regrettable constat.

«Malgré leur immense talent, on constate que très peu d'artistes du Septentrion sont visibles aussi bien au niveau national que international. Pourtant, comme l'affirmait

Saliou Kouakou, le sahel n'est pas le maillon faible et nous disposons d'ailleurs de valeurs artistes à la créativité débordante», soutient le jeune promoteur culturel. Le thème retenu pour cette première édition est : «La fille nordiste, socle de la cohésion sociale». Les artistes désireux d'y participer doivent fournir des œuvres originales, c'est-à-dire être le propriétaire de l'œuvre et ne pas proposer un proposer à caractère obscène s'agissant notamment des chansons. Et à



quelques semaines de l'évènement, Abakar, Manager, est à pied d'œuvre sur le terrain avec son équipe. La phase des inscriptions est en cours ainsi que

la recherche des potentiels partenaires qui vont soutenir cette initiative qui bénéficie déjà du soutien du gouverneur de la région de l'Adamaoua. ■



LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA. Nombre de spécialistes de la santé publique doutent de son efficacité.

# Une stratégie trimestrielle à 1,7 milliard de Fcfa

Par Olive Atangana

Aout, septembre et octobre. C'est pour cette période de trois mois qu'a été élaboré le Plan national de réponse à l'épidémie de choléra au Cameroun en 2018, mis en œuvre depuis lors. Ceci, parce qu'«au regard des risques persistants de propagation de cette épidémie, il est apparu indispensable d'élaborer un plan d'urgence national de riposte», précise le ministre de la Santé, André Mama Fouda, dans ledit document. Financé par l'Etat et les partenaires, son coût est estimé à 1 milliard 759 millions 890 mille 500 Fcfa (1 759 890 500). De source officielle, la plus grande partie de ces ressources financières proviendrait des caisses de l'Etat. Si de l'avis de certains observateurs, ce budget semble obèse pour un seul trimestre d'activité, le but principal de cette stratégie est de contrôler la flambée épidémique dans ces délais. Elaboré en français, le Pan de 51 pages détaille de façon succincte la manière dont les acteurs impliqués vont se déployer sur le terrain pendant la période de référence. Le document présente par ailleurs les rôles et responsabilités de chaque partie engagée dans cette lutte.

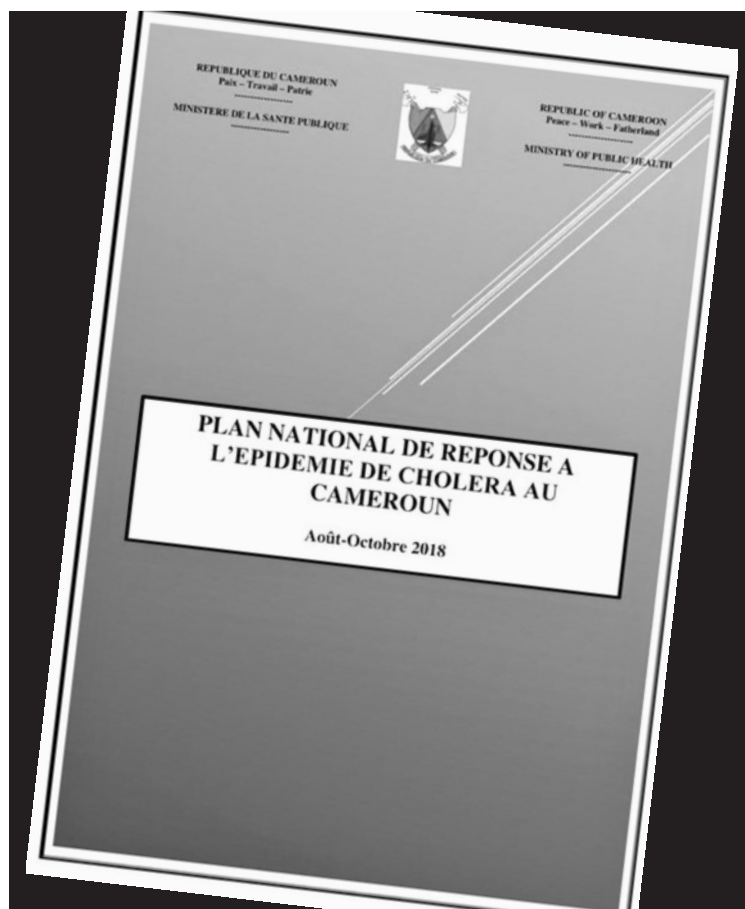
Ainsi, du côté des administrations, ce sont 19 départements ministériels qui sont concernés. En effet, le Plan national de réponse à l'épidémie de choléra au Cameroun se décline en plusieurs sections dont la 12ème et dernière, qui balise le cadre logistique budgétisé. Celle-ci comporte sept sous-sections. Notamment la Coordination (205,238 millions Fcfa pour 16 activités) ; la prise en charge hospitalière des cas (532,8 millions Fcfa, pour 17 activités) ; la prise en charge communautaire (72 millions de Fcfa pour 06 activités) ; la veille, surveillance épidémiologique, investigation et laboratoire (571,75 millions de Fcfa pour 18 activités) ; eau, hygiène et assainissement (271,1 millions de Fcfa pour 16

activités). L'hygiène dans le milieu hospitalo-sanitaire (8 millions de Fcfa pour) et la Communication (100 millions de Fcfa pour trois activités majeures). «La vérité c'est que personne ne peut financer ce plan. C'est exagéré. En plus, la réponse au choléra est classique et multisectorielle», avance un spécialiste de santé publique sous anonymat.

## GRANDES POCHE DE DÉPENSES

Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement que les grandes poches de dépenses ici, vont à la veille, surveillance épidémiologique, investigation et laboratoire, et à la prise en charge hospitalière des malades. Par exemple, l'acquisition des médicaments et intrants de prise en charge pour 1000 malades est budgétisée à 75,11 millions Fcfa. L'appui aux équipes de prise en charge (forfait), est doté de 40 millions de Fcfa et l'acquisition et prépositionnement des médicaments et consommables médicaux (stocks d'urgence) dans les régions en épidémie coûtera 139, 487 millions Fcfa. La formation du personnel pour la prise en charge médicale du choléra n'est pas en reste, avec 60 millions Fcfa tandis que celle du personnel de laboratoire des 190 districts de santé (DS) à l'utilisation des tests de diagnostics rapides est de 50 millions Fcfa. Il faut relever ici qu'au cours d'une réunion, il a été décrit l'insuffisance du personnel impliqué dans la lutte contre le choléra. «L'on peut retrouver quatre à cinq personnes dans les DS mais ça dépend des ressources humaines alloués et des effectifs disponibles dans les DS en épidémie. Déjà, il faut aussi compter avec les agents de santé communautaires qui sont près de 750, les volontaires, le personnel des partenaires», explique une source.

A relever aussi, 30 millions de Fcfa sont alloués à l'élaboration/mise à jour de la cartographie des risques et vulnérabilité au choléra dans les 190 DS du



Cameroun. Dans le même temps, 50 millions Fcfa seront dépensés pour disposer d'un équipement facilement mobilisable pour les missions d'investigation et d'intervention rapide au choléra. L'organisation de la surveillance environnementale des maladies du péril fécal à tous les niveaux quant à elle est budgétisée à 65 millions Fcfa. Tandis que 60 millions Fcfa permettront d'organiser des équipes d'investigation et d'intervention rapides à tous les niveaux et 270 millions pour les équipements des Equipes d'intervention rapide (EIR). Suffisant donc pour un autre spécialiste de santé publique de soutenir que «l'objectif de ce document n'est pas de soigner le choléra. Ça ne

cadre pas avec ce que les populations sont en droit d'attendre. On lutte contre les causes ou les conséquences ? Dans leur prise en charge des cas, ils n'ont pas expliqué qu'ils veulent une mortalité réduite. Le résultat attendu est qu'il y aura toujours le choléra mais à une dose réduite. Affectons l'argent là où il faut ; pas à lutte contre la prévention, en mettant l'accent sur des aspects qui ne marchent pas».

## RÉAJUSTEMENTS

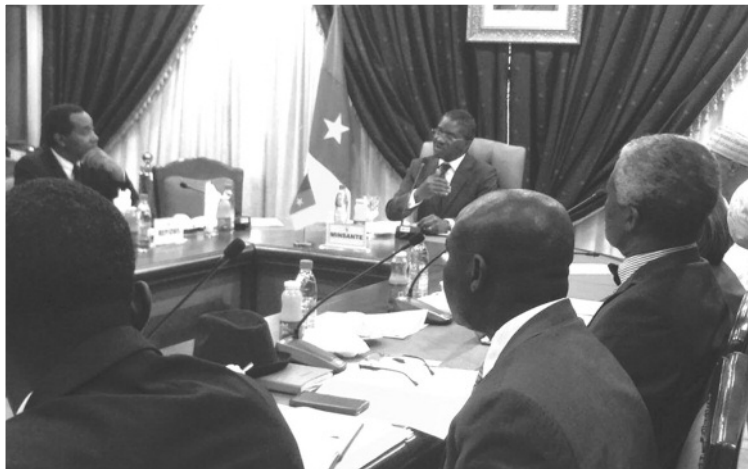
D'ores et déjà, une première évaluation de ce plan de riposte s'est tenue à Yaoundé le 31 octobre. Le ministre Mama Fouda qui semble particulièrement préoccupé par cette situation épidémiologique a

personnellement présidé cette rencontre où des réajustements qui étaient naturellement attendus, ont été fait à tous les niveaux. Notamment, en ce qui concerne les régions septentrionales du pays. Ceci, pour les trois prochains mois. Pour la coordination par exemple, le déploiement de l'équipe du niveau Central va se poursuivre au Nord, mais l'effectif sera ramené à deux personnes. Le Minsanté et ses partenaires ont également jugé de la nécessité d'améliorer la promptitude de remonté et d'analyse et s'assurer de la disponibilité des TDR, pour la surveillance. La prise en charge des malades, elle, verra se poursuivre le redéploiement pour une courte durée, du personnel de santé dans la région du Nord, afin de soutenir les UTC ayant un faible effectif.

L'ajustement fait au sujet du Wash concerne entre autres, la désinfection des domiciles ainsi que l'entourage des malades cholériques et amener les communautés à contribuer à l'assainissement de leur environnement. Le volet communication qui a aussi subi des réajustements, devra veiller à la disponibilité sur le terrain des outils de communication, poursuivre la sensibilisation et amener les communautés à aménager les latrines et les utiliser. «Ils ont échoué. Les objectifs montrent d'emblée qu'ils ne luttent pas contre les causes, accusent les autres, n'impliquent pas les autres départements ministériels. La communication est inexistante. Je n'ai pas par exemple reçu un message de sensibilisation contre le choléra de quelque opérateur que ce soit. Dans les régions septentrionales qui sont les plus affectées par cette épidémie, on ne dit pas les ressources financières qui y ont été allouées exactement pour être efficace. Il y a tellement d'incongruité dans ce plan qui est là à la réalité, pour partager les pertes. La copie est à revoir», conclut un spécialiste de santé publique sous anonymat. ■

CAMEROUN. Elles ont exprimé leurs craintes au cours d'une réunion d'évaluation à Yaoundé.

## Les autorités sanitaires redoutent une flambée de l'épidémie de choléra



Réunion d'évaluation.

Par O. A

La gravité perceptible sur les visages des autorités sanitaires hier à Yaoundé, cadrait avec le sujet qui les réunissait autour du ministre de la Santé : la situation épidémiologique de la lutte contre le choléra. Et l'évaluation faite a permis de ressortir une situation pas très réjouissante, malgré les différentes

actions menées par tous. Même si André Mama Fouda s'est félicité de la relative maîtrise de cette épidémie qui continue de sévir dans la région du Nord, «au lieu que le nombre de cas soit en décroissance, nous continuons à notifier plusieurs cas», déplore le Minsanté. Au 30 octobre 2018, le décompte faisait état de 38 nouveaux cas suspects notifiés dans la région du Nord et

08 à l'Extrême-Nord, pour 645 cas et 43 décès au total. Soit 72 au Centre, 537 au Nord, 07 au Littoral et 29 dans la région de l'Extrême-Nord. «C'est beaucoup et 43 décès, c'est des décès de trop. Nous avons donc atteint un seuil très alarmant», argue le Minsanté.

Ce d'autant plus que le taux de létalité est de 6,8%, bien au-dessus de la normale requise par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). «Ce qu'il faut relever aujourd'hui c'est que notre taux de létalité est très élevé. Or l'OMS tolère 1%. Nous, nous sommes à 6,8%. Il va falloir que des actions concertées soient menées», précise le Dr Alain Etoundi Mballa, directeur de la lutte contre les maladies, les épidémies et pandémies. Et ce dernier de poursuivre : «Quand nous avons commencé à surveiller au mois de juillet, l'Extrême-Nord n'était pas encore atteint mais le Nord l'était et au fil de la progression, nous voyons que ça progresse et aujourd'hui, beaucoup de districts du Nord sont atteints. Au mois d'octobre, nous arrivons à stabiliser l'épidémie mais nous avons

l'impression que d'autres cas augmentent et nous avons peur que ça flambe et que ça monte dans toute la région du Nord et que ça atteigne la région de l'Adamaoua. Nous arrivons à surveiller, contenir cette épidémie mais l'enjeu doit être présentement de la stopper complètement. Il va falloir rester vigilant parce que tant que le Nigéria est en épidémie, nous le sommes aussi, le vibryon cholérique n'ayant pas de nationalité».

## AVEUX

Selon les autorités sanitaires, «nous contrôlons mais n'arrivons pas à stopper tout à fait parce que nous avons constaté qu'il y'a des habitudes qui persistent. D'abord la mauvaise prise en charge des cas de choléra par les formations sanitaires mais surtout dans les ménages et les familles. Parce que jusqu'au aujourd'hui, nous avons remarqué que des cas de choléra surviennent encore dans des familles malgré la sensibilisation et que les familles cachent ces cas. Or c'est comme si on cache un terroriste. Il faut donc agir. Ajouté à

ceci, les problèmes de consommation de certains aliments souillés, l'absence des mesures d'hygiène et d'assainissement, l'absence des latrines, les pratiques funéraires. Donc, il est important qu'on insiste sur ces voies de transmission».

Autres difficultés relevé ici, la faible disponibilité et utilisation des latrines par les populations, la rupture fréquente de certains intrants, l'insécurité dans certaines zones et l'insuffisance du personnel. «Un accent doit être mis également sur certains districts qui ne sont pas encore en épidémie, compte tenu de la cartographie de ces DS de l'Extrême-Nord, qui sont prédisposés à faire l'épidémie comme le DS de Maga. Donc on doit également penser à des actions préventives dans ces districts et ne pas attendre que l'épidémie s'y déclenche. Ce sont des districts qui avaient fait des épidémies grave par le passé», exhorte le Dr Oumarou, ancien médecin chef du DS de Maga et aujourd'hui Coordonnateur du secrétariat permanent de l'Observatoire national de santé publique (l'ONSP). ■



**ADAMAOUA.** Ils sont prisés pour leurs vertus malgré leur coût élevé.

## Confitures et sirops naturels consommés avec appétit

Par Bertrand Ayissi

La tendance à la consommation des produits naturels transformés se répand dans la région de l'Adamaoua. Outre le traditionnel «kilichi», viande séchée très adulée ; des jus naturels prêts à la consommation immédiate ; du lait et du miel qui font de la région «la plus proche du paradis» selon ses ressortissants ; les produits naturels transformés et conditionnés connaissent une percée sur le marché. Au plus grand bonheur des consommateurs qui les découvrent dans les boutiques et grandes surfaces. «Nous avons des yaourts fabriqués localement que nous recevons et vendons. Mais plus que par le passé, nous avons des confitures, des sirops, des jus naturels, des bonbons et même des saucissons fabriqués localement. Il faut dire que les clients les achètent massivement. Le



Des jus naturels sur les étales.

constat que nous avons fait au sein de notre supermarché, c'est que la consommation des produits gazéifiés, des produits alimentaires faits à base de substances chimiques, a quelque peu baissé. Nous en jugeons par nos recettes. Du coup, nous sollicitons en permanence les produits

naturels transformés localement», confie un gérant de supermarché à Ngaoundéré.

C'est que par une initiative individuelle, les produits naturels transformés dans l'Adamaoua, à Ngaoundéré principalement, entrent dans les habitudes de consommation. Des

sirops de baobab, de tamarin, de Ginseng, de gingembre, de citron, d'ail ; des confitures de divers fruits domestiques où sauvages, notamment, l'ananas, l'anacarde, la mangue, la goyave, etc. sans compter les jus naturels desdits fruits, qui s'imposent sur le marché. «Il faut indiquer que nous ne transformons pas seulement les produits d'origine végétale, mais aussi animale. Actuellement nous sommes en train de mettre sur le marché le saucisson de poulet, de poisson, de bœuf. J'ai aussi remarqué que nous exportons des viandes boucanées, pourtant nous pouvons faire du séchage et du fumage», indique Yaya Aboubakari Hamoa, expert en transformation de produits naturels.

Les coûts parfois élevés, soit une différence de 100 à 200 FCfa face aux autres produits agroalimentaires du même

ordre sur le marché de la région, ne semblent freiner les ardeurs des consommateurs. «Je remercie la ville de Ngaoundéré, d'avoir compris la nécessité de consommer des produits naturels, bio et sans conservateurs chimiques. Les vertus thérapeutiques de nos produits sont d'ailleurs utiles à nos consommateurs», précise Yaya Aboubakari Hamoa. D'ailleurs, ces produits naturels transformés localement ne comptent se confiner dans la région de l'Adamaoua. Leurs promoteurs, pour le moment en nombre très réduits, ambitionnent de conquérir les marchés national et international. Au moins, production et consommation croissent au fil des ans. Encore faut-il déjà sortir de la sphère de fabrication typiquement artisanale de leurs produits, qui s'avère comme le véritable frein à l'éclosion du secteur. ■

### Yaya Aboubakari Hamoa,

expert en transformation, PCA de la coopérative pour la promotion des produits agroalimentaires de Béka à Ngaoundéré.

## «La vulgarisation de nos produits paraît un peu difficile»

Interview réalisée par  
Bertrand Ayissi

### Comment êtes-vous arrivé à la transformation des fruits et à la fabrication de jus naturels et autres ?

D'entrée de jeu, je dirais que je suis un technicien en aquaculture formé à Foumban, en 2013. Ma formation devait me permettre de produire du poisson, des produits d'origine animale et leur transformation. A la sortie de l'école, nous n'avons pas été intégrés à la Fonction publique, j'ai donc décidé de ne pas croiser les bras. Je me suis lancé dans la transformation des produits locaux. D'ailleurs, avant d'aller à cette école, j'ai été formé dans la transformation des produits végétaux tels le gingembre, les mangues, le lait frais en bonbons, le miel, etc. Les bonbons particulièrement, ma mère et moi avons commencé à les produire en 2004, tout comme la confiture de goyave. Nous le faisons à la maison. Quand je me retrouve donc sans emploi après l'école d'aquaculture, je capitalise tout mon savoir-faire. Au départ, les gens doutaient de ce que je faisais, mais aujourd'hui, ils ont compris que ce que je fais est tellement important ; la consommation de mes produits croît au jour le jour.

### Avec quels moyens financiers vous êtes-vous lancé dans votre activité ?

Franchement, c'est avec un investissement négligeable que je commence, soit la somme de 20 000 FCfa. C'est vrai que je

produisais des cartons de bonbons que je livrais dans les villes de Ngaoundéré et Meiganga, Tibati, Bertoua... avant d'aller à l'école de formation. Je n'ai donc fait que développer cette initiative en côtoyant de grandes personnalités, des experts en transformation tels les docteurs de l'Ensaï. Chaque personne me donnait son idée, me rassurant que l'initiative va porter l'avenir. Je n'ai donc pas eu besoin des financements, je les ai moi-même produits jusqu'à ce que nous créions une coopérative avec des membres actifs et environ cinq employés que nous payons à la tâche. Je suis donc parti de 20 000 FCfa pour engranger d'importants bénéfices à ce jour. Si je dis que ne m'en sors pas, je serai en train de mentir. Je remercie, à cette occasion, la ville de Ngaoundéré, d'avoir compris la nécessité de consommer des produits naturels, bio et sans conservateurs chimiques. Les vertus thérapeutiques de nos produits sont d'ailleurs utiles à nos consommateurs.

### Que produisez-vous concrètement, et que les populations adulent aujourd'hui ?

Nous produisons des sirops, notamment de tamarin, de citron, de gingembre, de Ginseng, d'ail et de baobab. Nous produisons aussi les confitures de tout arbre fruitier que nous trouvons, qu'il soit domestique ou sauvage. Je parle d'arbres fruitiers sauvages parce qu'il y en a que les gens ne connaissent pas et que moi je

metts en valeur. Nous avons par exemple la confiture de l'anacarde, de mangue, d'ananas, de goyave, etc. C'est sans compter les jus naturels que nous produisons. Nous avons même un service traiteur de jus naturels déjà opérationnel. Nous pouvons donc satisfaire des consommateurs lors d'un événement avec des jus naturels faits à base de fruits disponibles sur le marché à l'instant. Il faut indiquer que nous ne transformons pas seulement les produits d'origine végétale, mais aussi animale. Actuellement nous sommes en train de mettre sur le marché le saucisson de poulet, de poisson, de bœuf. J'ai aussi remarqué que nous exportons des viandes boucanées, pourtant nous pouvons faire du séchage et du fumage.

### Mais est-ce que vos produits ne coûtent pas cher ?

Je vais vous dire par exemple que les jus gazéifiés coûtent par endroit 1000 FCfa ou 1200 FCfa. Or, si vous prenez un flacon de sirop de tamarin, vous le diluez et avez un jus naturel en plus des vertus thérapeutiques dont vous bénéficiez. Ce, pour ces personnes qui souffrent de constipation, de levures, etc. et ce jus naturel vous facilite la digestion. C'est ce qui fait la force des nos produits que



et les gens ne savent quoi en faire. Vous avez l'anacarde qu'on peut transformer en jus pour les pommes, et les noix d'acajou ; mais personne n'y pense. Si tout le monde s'implique dans la mise en valeur de ces produits, notre pays aura une économie prospère assurément.

### Comment voyez-vous ce marché d'ici cinq à dix ans par exemple ?

Pour le moment, nous n'avons pas encore totalement conquis l'Adamaoua. Mais nous desservons déjà trois régions, à savoir l'Est, le Centre et le Littoral. Dans l'Adamaoua c'est à Ngaoundéré et Meiganga que nos produits sont les plus consommés. Evidemment, nous souhaitons produire plus et s'étendre sur le marché national, voire international. Nous nous doutons aussi bien de ce que d'ici quelques années, ce marché sera concurrentiel. Nous voulons d'ailleurs cette concurrence, car c'est elle qui va conforter que nos produits sont de bonne qualité. Cependant, la vulgarisation de nos produits paraît un peu difficile parce que nous n'avons des moyens conséquents. Depuis 2014, nous travaillons artisanalement, nous n'avons de machines dignes de ce nom. Pourtant, si nous passons de la production artisanale à l'industrialisation nous pourrions aller à l'international. Mais nous saluons déjà la mobilisation du gouvernement, à travers des délégués régionaux, qui nous donnent des conseils pour sortir de l'informel au formel. ■

nous mettons à la disposition des populations de l'Adamaoua. Les gens consomment, je peux vous le certifier. Par exemple, en 2014, je vendais difficilement 20 bouteilles par mois ; mais aujourd'hui, je suis à plus de 500 bouteilles de mes produits par moi. Il faut préciser, pour ce qui est du conditionnement, que nos produits passent par la pasteurisation, nous n'y mettons des produits chimiques. Donc, nos produits fermés restent au moins deux ans. Nous utilisons des bouteilles cassables dont nous procédons au recyclage. Nous attendons les opportunités à bras ouverts, compte tenu du fait qu'il est difficile d'avoir ces bouteilles en verre. Mais nous ne manquons de dire que le marché est rentable pour peu que l'ingéniosité soit mise à contribution. Vous voyez des mangues abondantes



**CAN 2019.** Les quatre experts n'ont visité que quelques infrastructures contrairement au programme.

## Visite éclair des experts sécurité de la CAF à Garoua



Arrivée à l'aéroport.

Par **Ebah Essongue Shabba**

C'est en compagnie du Nigerian Christian Emeruwa, du Suisse Serges Dumortier et du Rwandais Jean Bosco Kadura que le colonel major Hamidou Hima Djibrilla, chef de délégation de la mission de la sécurité de la CAF, est arrivé lundi dernier à Garoua afin d'évaluer les mesures sécuritaires prises par le Cameroun conformément aux dispositions du cahier de charge de la confédération africaine de football. Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, le ministre des sports et de l'éducation physique, faisait également parti de la ladite délégation lui qui est par ailleurs le président du Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (Cocan) 2019 était également présent côté Cameroun

A leur descente d'avion, les quatre experts en question sécuritaire ont débuté leur inspection par l'aéroport international de Garoua où ils se sont intéressés aux mesures prises par l'autorité aéroportuaire pour la sécurité des infrastructures ainsi que les milliers de passagers qui sont attendus en juin prochain dans cette cet aéroport, porte d'entrée de Garoua, ville site qui abritera les équipes du groupe H dans le cadre de la prochaine coupe d'Afrique des nations 2019.

Ils se sont ensuite rendus tour à tour au complexe sportif Coton Sport, au stade de Poumpoumré et au stade de Rey Ré; trois des quatre stades d'entraînement où les experts se sont enquis des dispositions sécuritaires, du plan d'évacuation des spectateurs et bien d'autres questions sensibles touchant à la sécurité. Le colonel major



Sur le terrain.

Hamidou Hima Djibrilla et ses trois collègues ont ensuite visité le stade omnisports de Garoua où ils ont pu apprécier l'avancée des travaux sur le plan sécuritaire. Ils ont ensuite tenu une séance de travail à huis clos avec les responsables de l'entreprise portugaise qui leur ont présenté tous les aspects sécurité et sûreté de leur projet. Avant de prendre la direction de l'aéroport international de Garoua pour regagner Yaoundé, les experts de la confédération africaine de football ont marqué un temps d'arrêt à l'hôtel 70 chambres. Et à chaque étape, les experts de la CAF ont donné leur appréciation, émis quelques réserves et formulé des suggestions importantes pour permettre au Cameroun d'être en phase avec les normes sécuritaires prescrites par la CAF s'agissant de la sécurité dans les stades, les aéroports, les hôtels et les

autres lieux névralgiques. «Les experts de la CAF ont semblé satisfait dans l'ensemble de ce qu'ils ont vu mais on attend leur rapport», a confié un membre du comité local d'organisation du site de Garoua.

Finalement, sur la dizaine d'infrastructures initialement prévus dans le programme de visite d'inspection des experts de la commission de sécurité de la confédération africaine de football, seulement 6 ont été visités par le colonel major Hamidou Hima Djibrilla et ses trois collègues. Aucune infrastructure hospitalière n'a été visitée et plusieurs infrastructures hôtelières pourtant prévues dans le programme de la visite ont été ignorées par les experts de la CAF sans que l'on sache qu'elles en étaient les raisons. Une dernière visite d'inspection conduite par le cabinet d'audit Roland Berger

et la CAF est prévue au Cameroun fin novembre. Sur la base de l'ensemble des conclusions des visites d'inspections, la CAF rendra alors sa décision finale sur la capacité du Cameroun à abriter la compétition.

Rappelons qu'un séminaire d'imprégnation sur les questions de sécurité et regroupant les responsables des Commissions du Comité central d'organisation et des Comités de site concernés à titre principal par des questions de sécurité, s'est tenue le 24 octobre dernier à Yaoundé. Il était animé par Frédérick Giqueaux, expert en matière de sécurité et par ailleurs patron de Maori Group. Une société qui compte à son actif, la gestion du volet sécurité lors des CAN 2012 et 2017. ■

### CASTING. Fortuna Giovanni prospecte à Garoua

Par **Ebah Essongue Shabba**

Ils sont près d'une centaine de jeunes footballeurs âgés entre 16 et 17 ans qui ont pris du 27 au 31 octobre 2018, part au casting organisé complexe sportif Coton Sport par Gazelle football académie de Garoua. Organisé sous la forme d'un mini tournoi, quatre clubs de la ville de Garoua y prennent part et s'affrontent depuis le weekend dernier. Il s'agit de Soleil football académie, Nassarao FC, Coton Sport et Gazelle FA. Et pour détecter les futurs prodiges du ballon rond, Djallo Souleymane, président de Gazelle FA et initiateur de l'activité, a fait appel au célèbre agent de joueur italien, Fortuna Giovanni, venu spécialement de Belgique. Les meilleurs joueurs issus de ce casting pourront alors intégrer l'écurie du célèbre agent international qui avoue avoir déjà repéré quelques jeunes dont les prestations sur le terrain ne sont pas passées inaperçues. Les dirigeants de Gazelle FA quant à eux se félicitent de l'engouement autour de l'initiative qui selon eux a pour objectif de donner une plateforme d'expression à des jeunes pétris de talent mais pour la plupart en manque de visibilité. Les plus talentueux auront alors une opportunité de se faire recruter par de grands clubs professionnels. Il faut noter que Gazelle FA est le représentant de la région du Nord au prochain tournoi inter poules. Le club peaufine sereinement sa préparation à cette compétition, porte d'accès en ligue 2, un palier que le club de Garoua veut à tout prix atteindre et dispose d'atouts à cet effet. ■

**GAROUA.** Grâce à ce matériel livré par avion-cargo, l'entreprise réalise 6 semaines de gain de temps.

## 80 tonnes de matériels pour accélérer les travaux sur les chantiers de Mota Engil



Réception du matériel.

Par **Ebah Essongue Shabba**

Un avion-cargo de marque Boieng 747 en provenance de Porto au Portugal s'est posé le dimanche 28 octobre sur le tarmac de l'aéroport international de Garoua avec à son bord 80 tonnes de matériel préfabriqué destiné à l'entreprise portugaise

Mota Engil pour ses chantiers du stade omnisports de Garoua, son annexe et l'hôtel 70 chambres au quartier plateau. Ces équipements d'une valeur de près de 2 milliards de Fcfa sont constitués d'éléments de la structure métallique de la couverture du stade, des revêtements du sol, du carrelage et des pièces des constituants électro-

mécaniques. «Nous avons choisi d'acheminer par avion pour être rapidement livré et accélérer le travail afin de respecter les délais de livraison des travaux. Nous avons déjà 17 containers quarante pieds à Douala et 40 autres en mer», a indiqué Jorge Nelson Rocha, country manager de la société Mota-Engil au Cameroun.

Le fait de pouvoir faire atterrir cet avion directement à Garoua, va permettre à l'entreprise Mota de gagner au moins 5 à 6 semaines sur le timing initial, malgré le surcoût lié à cette option. En effet, pour le matériel qui prend la voie maritime à partir du Portugal, il faudrait compter entre 3 et 4 semaines pour le voyage, puis au moins 1 semaine de procédure de dédouanement au port de Douala et enfin, 6 à 7 jours de voyages quand tout se passe bien. En tout état de cause, l'arrivée de cette cargaison est un nouveau coup d'accélérateur dans l'achèvement des chantiers de l'entreprise portugaise qui

procède actuellement à la réhabilitation et à l'extension du stade Roumde Adjia, à la construction du stade annexe de mille places couvertes et à la construction d'un hôtel quatre étoiles de soixante-dix chambres. L'entreprise rassure tous les sportifs camerounais et les populations de Garoua que ses chantiers seront livrés à date.

Il convient de rappeler que le précédent avion-cargo arrivé le 27 septembre dernier n'avait pas pu se poser à Garoua en raison de certaines difficultés techniques à traiter ce type d'aéronef. Fort heureusement, l'aéroport international de Garoua a déjà pris toutes les dispositions utiles pour pouvoir assurer le déchargement de cette cargaison ce même dimanche. Le précédent cargo qui avait atterri à l'aéroport international de Yaoundé Nsimalen avait à son bord environ 50 tonnes d'équipements devant servir à réaliser les pelouses du stade principal de Roumde Adjia et de son annexe. ■



DÉCOUVERTE.

# Le marché du sexe fait son lit à Garoua



Des belles de nuit...



... en embuscade.

Par Rebeka Sintebe (Stg)

Sexe contre argent. Cette pratique qui est vieille comme le monde, est devenue presque devenue banale, dans la ville de Garoua, au Nord Cameroun. «Il y a une dizaine d'années, vous ne pouviez pas penser qu'à Garoua vous trouverez des filles de joie dans la rue, bravant les regards de tous, sans problème. Il y avait certes des prostituées, mais elles pratiquaient leur activité à l'abri des regards. Elles ne se pavanaient pas au carrefour comme c'est le cas aujourd'hui. Il fallait être dans le domaine ou avoir quelqu'un habitué à traiter avec elles pour comprendre ou savoir, où les trouver», explique Abdoulaye, un commerçant basé au quartier Yelwa depuis près de 30 ans.

A Garoua, on retrouve désormais les prostituées dans plusieurs lieux, devenus phares. Les quartiers tels que camp sister, Roumdé-Adjia, précisément au lieu-dit axe-Roumdé, Yelwa, sont leurs lieux de prédilections. Ici, il est désormais impossible de faire un pas dans ces quartiers cités supra, sans croiser une belle-nuit. Devenus des coins chauds grâce au commerce du sexe qui prend du galon, camp sister, Roumdé Adjia, Yelwa ont désormais la réputation des coins de loisirs et de détente, disposant des auberges qui servent aussi à ces prostituées de lieux d'habitations en même temps. En fait, à la première observation, notamment au quartier Yelwa, lieu où se trouve la «mini ferme de Garoua», au propre comme au figuré, on constate que la majorité des filles prostituées viennent d'autres quartiers de la ville et même de la région, pour exercer ce métier à Garoua. Pour «des déplacées sexuelles», la difficulté de souvent trouver un logis est légion.

Du coup, nombre sont donc, celles qui préfèrent négocier des chambres dans des auberges et en font des lieux d'habitations. «Je viens de Bafoussam. En fait, je me rendais à Ndjamen pour

vivre avec ma tante qui avait un circuit là-bas. Arrivée à Garoua je suis tombée sur une copine et après c'était compliqué pour moi de continuer au Tchad. Comme je n'ai pas de famille ici et ne voulant pas me mêler à ma communauté ici à Garoua, je préfère négocier une chambre d'auberge et vivre tranquillement», explique une prostituée au quartier Yelwa. Une, deux, trois et parfois même plus par chambre, ces belles de nuit ont pour assurer leur sécurité en cas d'éventuel danger, des hommes qui se mettent à leur service contre récompenses. Des gros bras qui ne laissent personne entrer en journée sauf après explications et négociations. Parmi ces quartiers tapins de Garoua, c'est Yelwa qui remporte la palme d'or. Ici, on vend et on achète de tout. Le quartier est tellement fréquenté par les hommes en quête de sensations fortes que, les filles à peine pubères, qui passent bien sur le marché du sexe, ont inondé «la tapine de Garoua».

Dès la tombée de la nuit, généralement vers 18h, les hostilités sont lancées par les propriétaires des lieux. Vêtues de minijupes, mini robes, bustiers... mettant leurs rondeurs en relief, peaux dépigmentées, cheveux multicolores... C'est chacune qui se déguise comme elle peut, pour davantage attirer l'attention des potentiels clients qui sillonnent les lieux, à peine 18h sonnée. Parfois dans ce marché du sexe, l'habillement de certaines péripatéticiennes laisse pantois et prête à confusion, parce que vêtues de pagne, de burqa et de voiles, simplement. Ces prostituées d'un genre particulier, fréquentent le secteur VIP de Yelwa. Placées sur l'avenue du petit marché en file indienne, elles attendent les «clients» en toute discrétion. Certaines, pour ne pas s'ennuyer exécutent des petits pas de danse provocateurs, au rythme des décibels qui sont distillées par les discothèques qui ceignent le quartier. D'autres par contre, agressives, vont elles-mêmes à la chasse en faisant des va et vient dans les bars, snacks et boîtes de

Yelwa est parmi les quartiers les plus chauds de la ville de Garoua. Ici comme d'ailleurs à Roumdé-Adjia, le commerce du sexe y prend du galon. Jeunes filles et moins jeunes vendent sans vergogne leurs charmes au quotidien.

nuits qui pullulent dans la rue de la joie de Garoua.

Généralement perçues par le commun des mortels comme les «dépravées de la société», ces filles ont chacune une explication pour justifier leur choix de pratiquer le plus vieux métier du monde. Les raisons sont multiples et les histoires différentes. «Je ne suis pas fière d'exercer ce métier et de savoir que je n'ai aucune valeur que celle d'un objet de plaisir. Mais je n'ai pas le choix, contrairement à ce que pensent les gens. Les gens nous condamnent, nous insultent parce qu'ils ne savent pas ce qu'on a eu à vivre dans le passé. Ceux qui le font, sont ceux qui n'ont jamais eu à souffrir dans leur vie, qui n'ont jamais eu à travailler, des gens à qui la vie a tout donné», tente de justifier Mayramou, une belle de nuit. Pour Aicha, belle de nuit ayant ses habitudes à Yelwa, la vie a été ingrate envers elle, d'où sa présence dans la rue. «Si je commence à vous raconter ma vie, il se peut que je fasse un accident vasculaire cérébral (AVC). Je ne veux pas y penser. Je refuse d'y penser. C'est dur et très triste de réaliser que je suis une prostituée. J'ai vécu des circonstances terribles dans la vie, déception, misère et autres. Vous n'avez pas une idée», résume-t-elle, les larmes aux yeux.

Ces belles de nuits meurtries dans leur moi sont pouant très dures de caractère. C'est en



Ambiance à Yelwa.



Garoua by night.

effet, le caractère que forge leur milieu. Leur demander pourquoi ne pas avoir choisi une autre alternative que celle-ci, la plus gentille ne vous répondra pas. Dans ses yeux, vous lirez «tu ne sais rien de la vie». Une, plus courageuse, dame Aissatou, nous révèle qu'elle s'est retrouvée là après avoir été congédié de son foyer conjugal par son mari qui l'a épousé quand elle avait 13 ans. Sept ans plus tard il a estimé qu'elle était déjà vieille et est allé se remarier à deux autres jeunes filles en la ren-

voyant dans la rue avec ses deux enfants. Elle avoue se prostituer pour trouver un peu d'argent pour subvenir à ses besoins.

Il faut dire que pendant les vacances et les weekends, l'offre va croissante. Certaines jeunes élèves optent pour «les stages de vacances sexuels». Au cours desquels elles se vendent pour préparer leur rentrée scolaire. Ces «enfants», généralement naïves choppent souvent des grossesses et toutes sortes de maladies honteuses qui ont par la suite raison de leurs études. ■



**DIEUDONNÉ MBARGA**, Strategic Planning, Policy, Monitoring and Evaluation Analyst, Doctorant en Gouvernance et Évaluation des Politiques Publiques à U.Y.2.

## La crise anglophone et les processus électoraux en tant que fenêtres d'opportunités pour mettre le tribalisme en crise au Cameroun : de la crise anglophone pour la crise du repli identitaire au Cameroun

### RÉSUMÉ

Ce propos est une contribution à l'édification d'un Cameroun serein et prospère. Il consiste à saisir ou présenter la crise anglophone en tant qu'une opportunité inouïe de mettre le tribalisme en crise dans un environnement de multiple micro identités (ethnico-tribales). La démarche indiquée consiste à promouvoir et systématiser la pratique d'une gouvernance s'articulant sur une pratique citoyenne ou patriotique d'un équilibre régional axé sur la compétence et la méritocratie autant dans la sphère publique que dans celle des activités/entreprises privées.

### INTRODUCTION

Le Cameroun fait face à des dysfonctionnements inédits en termes de crise de gouvernance, de replis identitaires et même culturelles dont le point culminant est depuis 2 ans déjà (2016) mis en exergue par ce qu'il convient depuis lors de désigner de "crise anglophone".

Ces différents dysfonctionnements sont de nature à jeter le trouble, sinon, convient à émettre un bémol sur les perspectives d'un avenir serein et prospère pour notre jeune nation.

Une observation lucide et une analyse objective de ces différents dysfonctionnements identifient la mal gérance (ou mal gouvernance) en tant que leur cause profonde et présentent le repli identitaire, autrement dit, la promotion du tribalisme à la fois en tant que leur symptôme, leur manifestation et leur conséquence latente.

La mal gérance associée au repli identitaire s'exprime dans le fait pour les uns de détourner les ressources ou fonds au profit de leur micro confort (notamment dans la sphère publique); et pour les autres, à ne favoriser que des ressortissants de leur région, département, arrondissement, village ou environnement "d'origine" (ceci est davantage le cas dans la sphère des activités privées que celle publique).

Cette mal gérance et cette promotion du repli identitaire ont pour conséquence sociale une promotion des frustrations individuelles et collectives où les uns (certains ressortissants de certaines tribus, régions et familles), se liquent, pour une raison ou une autre, contre d'autres (des ressortissants des tribus, régions et familles autres que les leurs).

Ces pratiques fragilisent l'efficacité et le dynamisme des activités socioéconomiques d'une part. D'autre part, elles mettent en péril le vivre ensemble harmonieux sur l'ensemble du territoire national dont l'expression la plus visible est celle de la crise dite anglophone.

Cette crise, en dépit de ces revendications légitimes au départ (revalorisation de l'usage de la langue anglaise dans les pratiques administratives et les institutions publiques, et restauration des systèmes judiciaire et éducatif anglo-saxon au même titre que ceux francophones, etc.), a depuis lors revêtu tous les contours d'un repli identitaire, si l'on s'en tient au discours sur

Mettre le tribalisme en crise exprime, en notre sens, la nécessité et l'opportunité de mettre en veille sinon en berne, de manière utile et spontanée, l'affichage sur l'espace et le discours public de nos appartenances ou origines tribales, régionales ou identitaires (exemple : il est d'où ; c'est un fils du sud, du nord....) ; ou encore celui de nos revendications et/ou préférences originelles, tribales et/ou régionales devant l'intérêt supérieur de l'efficacité, du développement durable, de la performance et du patriotisme.

En effet, si en tout temps, l'essentiel des crises autant en Afrique qu'à travers le monde, ont une connotation péjorative et même nocive pour le bien-être des peuples et le développement des États-nations, celle identitaire que nous suggérons a le mérite d'être favorable.

Elle se présente en tant qu'une recette, un ingrédient, un facteur et un vecteur déterminants du développement et la paix.

Il convient en ce sens de procéder à deux brèves évocations historiques suffisamment proches de notre contexte et donc le Cameroun et les camerounais devraient en tout temps tirés de judicieux enseignement même si comparaison n'est pas toujours raison.

C'est le cas de la République du Rwanda qui, après le génocide de 1994 ayant décimés une bonne franche de sa population et occasionné d'incalculables dégâts matériels, n'a su et pu se relever que sur la base d'une mise en crise du repli identitaire par une systématisation de la bonne gouvernance fondée sur "le patriotisme et la méritocratie".

C'est également, le cas de la République de Côte d'Ivoire qui, après plus d'une décennie de guerre fratricide et les troubles électoraux de 2010, a mis en place une démarche de réconciliation nationale, de promotion du mérite et de l'équilibre dans la répartition des ressources publiques.

Les facettes, l'amplification et les implications de ce repli identitaire qui, au Cameroun, s'affiche à travers le tribalisme, sont pour ainsi dire nocives pour la prospérité du pays. Elles sont de plus en plus sensibles, de plus en plus perceptibles dans les comportements et les formes d'expression



citoyennes au Cameroun.

Les manifestations du repli identitaires sont sensibles dans des discours sur la sphère publique comme privée par des personnes de tout bord (hauts cadres administratifs tout comme le citoyen lambda).

Pour le cadre administratif, le repli identitaire se traduit par exemple dans sa démarche de remerciement de ses "frères du village" suite à sa promotion, ainsi que dans la formulation des motions de remerciement desdites populations aux hautes autorités de l'État au sujet de «la promotion d'un digne fils de la localité».

Pour le citoyen lambda, c'est son jargon ou son expression verbale qui le trahit. Ainsi entend-t-on souvent dire : «tu es d'où ? Ou encore, «je n'aime pas un tel ou un tel autre parce qu'il est de telle région plutôt que d'une telle autre? Je préfère un tel ou un tel autre parce qu'il s'agit d'un ressortissant de X ou Y région, ou à cause de son appartenance ethnique, tribale ou religieuse»...

Ce repli identitaire, malgré

structures publiques et parapubliques dont nous préférons ici taire les noms.

Ce repli identitaire est cependant exacerbé sinon célébré dans la sphère de l'entrepreneuriat privé où il est souvent déplorable de relever une absence totale de considérations pour le patriotisme à bien des égards et ce, en face du silence de l'obligation pour la pratique de l'équilibre régional.

C'est notamment la situation de nombreuses entreprises où les organigrammes tant en termes de personnes ressources que du personnel d'appui affichent ou traduisent, à défaut d'un regroupement communautaire, une configuration de quelques alliances intertribales.

Cette situation déplorable est le fait général de plusieurs de nos entreprises parapubliques et le trait caractéristiques de l'écrasante majorité des entreprises du secteur privé.

Dans le secteur de l'audiovisuel, la situation et les pratiques de deux entreprises dont l'une en région du centre et l'autre en région du littoral attirent particulièrement l'attention de tout observateur fut-il naïf.

**Dans le secteur de l'audiovisuel, la situation et les pratiques de deux entreprises dont l'une en région du centre et l'autre en région du littoral attirent particulièrement l'attention de tout observateur fut-il naïf.**

la canalisation suggérée par le principe de l'équilibre régional, est tout aussi perceptible sinon lisible à travers les configurations et compositions sociologiques de ressources humaines (les personnels) de certaines

Pourtant de large audience et d'un potentiel avéré, ces deux entreprises audiovisuelles, sensées porter haut le flambeau Vert-Rouge-Jaune du Cameroun notre chère patrie, se livre à une pratique managé-



riale navrante.

Celle basée en région du littoral, autrefois porteur d'un immense potentiel n'a jamais pu et su opérer l'indispensable dépassement de ces considérations ethno tribales pour s'émanciper et s'inscrire dans le professionnalisme, la durabilité et le patriotisme.

En plus de sa souscription systématique à toutes les orientations gouvernementales, celle en région du centre, dans la cité capitale, affiche clairement sa religion de l'ethno tribalisme...

Il en est de même de plusieurs structures bancaires et de microfinance dont et notamment celle leader au plan national et de renommée sous-régionale et régionale.

Ces nombreux acteurs du secteur de la finance dont certains bénéficient pourtant d'une aura nationale et d'un rayonnement sous-régional et même régional cachent mal ce tribalisme nauséabond dans leurs organigrammes et ressources humaines respectifs. C'est ainsi que sur plus d'une dizaine de cadres, seul 1 ou 2 serai(en)t

d'origine ethnico tribale différente de celle des 9 ou 8 autres ressortissants du même village ou de la même communauté.

La configuration sociolo-

### En plus de sa souscription systématique à toutes les orientations gouvernementales, celle en région du centre, dans la cité capitale, affiche clairement sa religion de l'ethno tribalisme...

gique de leur personnel est pour ainsi dire problématique dans un contexte multiculturel comme celui du Cameroun et face à des considérations relatives aux avantages du patriotisme et à la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises.

Alors chers tous, chers compatriotes, chers frères et sœurs du Nord au sud, d'Ouest en Est, du Sud-Ouest au Nord-Ouest, du Littoral au Centre, de l'Extrême-Nord à l'Adamaoua, n'est-il pas opportun, urgent et nécessaire de rectifier cette façon de penser, de faire et d'agir ?

Sinon, est-ce à dire que la compétence et/ou l'incompétence sont tribales ? Et que faisons-nous des exigences d'efficacité techniques, de la responsabilité sociale et sociétale des entreprises ? ceci, dans un contexte aussi culturellement

divers, riche, authentique mais fragile et sensible comme celui du Cameroun ?

N'avons-nous pas suffisamment d'exemple des dégâts des dérives de ces replis identitaires autour de nous pour en tirer des enseignements pertinents et tout faire pour les éviter ?

N'avons-nous toujours pas, jusqu'ici, 58 ans plus tard, suffisamment de maturité, du respect mutuel et de "notre chère partie" pour pouvoir transcender ce type de considérations ou complexes, et tous nous engager et impliquer dans la construction et la consolidation d'un vivre ensemble harmonieux, confortable et durable ?

Nous pensons pour notre part qu'il est tout à fait possible et même indispensable et urgent de rectifier, changer et améliorer nos façons d'être, d'agir, de faire et de vivre pour promouvoir le patriotisme et le développement intégré, harmonisé et harmonieux.

Il est tout à fait nécessaire de penser et d'agir autrement et au mieux pour l'intérêt supérieur de la patrie, du concitoyen et de la construction d'un avenir commun.

Cette manière de penser, d'agir ou de faire autrement serait que :

- Chaque citoyen à son niveau se dise et croit fermement et intiment que le Cameroun est d'abord sa tribu et même sa religion, avant

même que celui-ci soit son pays, sa patrie, sa source de revenus ou tout autre chose.

Ceci est une invite à adopter le slogan prononcé par Jean Pierre Ndjemba Elemva, analyste sportif à la CRTV, de regrettée mémoire, suivant lequel : «Ma tribu c'est le Cameroun».

- Chaque Manager ou Chef d'entreprise publique comme privée s'approprié, pratique et améliore les considérations et concepts d'équilibre régional et de patriotisme en même temps que ceux de compétence, d'efficacité et de responsabilités sociale et sociétale en regard de la viabilité socioéconomique et culturelle de sa structure sur le long terme.

Chaque citoyen saura ainsi s'assurer de garantir et de refléter un Cameroun en miniature dans ses agissements, son raisonnement, son entreprise (autant pour les postes importants que pour l'ensemble de son personnel) avec les mêmes droits et obligations à responsabilité égale.

C'est à ces conditions que :

- Les uns (de certaines tribus) sauront et pourrons bénéficier et capitaliser du background socioéconomique, cultu-

rel et professionnel des autres (des autres tribus) ;

- Le mixage socioculturel, économique et politique sera efficacement assurée ;

- Le patriotisme sera édifié, affirmé et promu ;

- Les frustrations, l'ignorance, l'exclusion et la violence ethno tribales (sous toutes ses formes) seront neutralisées, évacuées et la diversité célébrée pour l'unité et la prospérité.

Cette contribution est pour ainsi dire un rappel à tous et à chacun à ériger le Cameroun en nos seules et vraies ethnies, tribus et religions dont la préservation et la promotion relèvent d'un devoir à la fois individuel et collectif gage de notre devenir à la fois commun et individuel.

### Il est tout à fait nécessaire de penser et d'agir autrement et au mieux pour l'intérêt supérieur de la patrie, du concitoyen et de la construction d'un avenir commun.

C'est au final fondre le moi dans le nous en se disant : «je ne suis rien sans ou en dehors du Cameroun qui en retour n'est rien sans moi et en dehors de moi». ■

E-mail : mbargadion@yahoo.fr  
Tel : (+237) 695 37 58 98

**ADAMAOUA HÔTEL PLUS**  
Ngaoundéré

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré

Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com





Diffusé par McCANN

UN JEU,  
UNE BIÈRE,  
LA MÊME  
PASSION



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.